

## Réflexions sur le mouvement anti-francophone

Les Canadiens français devraient lire la propagande - il faut appeler les choses par leur nom - que distribuent les antifrancophones à qui veut les lire. Ils apprendraient, entre autres, que les anglophones canadiens sont victimes du racisme des francophones. Eh oui! par une magie des mots, les francophones sont métamorphosés, d'un seul coup, en exploiters d'anglophones. Une telle aptitude à manipuler les idées ne laisse-t-elle pas présager un avenir d'hostilités croissantes?

La position du parti Confederation of Regions (COR) - comme de ses deux filiales, la Sudbury Association for English Rights et la Association for the Preservation of English, par ailleurs, - est des plus simples. Elle ne reconnaît qu'un seul principe: les postes que l'on retrouve sur le marché du travail doivent tous appartenir aux anglophones; elle ne possède qu'un seul fondement empirique: il y a quelques francophones qui réussissent à travailler en français ou à occuper des postes bilingues. Entre ce principe et ce fondement, s'élabore toute une vision du monde, très étroite, dont l'étroitesse assure la logique et la pertinence. C'est-à-dire que la philosophie coriste est tellement simpliste qu'elle donne l'illusion de la vérité.

L'antifrancophone se défend bien d'être ce qu'il est. Il aime à dire qu'il n'est pas antifrancophone parce qu'il sait bien qu'on ne peut pas ne pas le distinguer en tant que tel. Il préfère s'afficher comme un promoteur de l'égalité des anglophones, de la défense de l'anglais. Mais il tient en même temps à salir tout ce qui est français.

COR préconise une confédération des régions. Au début, cette théorie avait pour but de regrouper les citoyens de l'Ouest canadien qui avaient l'impression d'être lésés par ceux de l'Est du pays. Elle présentait déjà une facette antifrancophone, mais son but était moins d'exclure les francophones que de trouver une façon politique d'améliorer le sort des gens de l'Ouest. Cette théorie a vite aménagé une place à la volonté de rabrouer les francophones parce que l'Est a rapidement été assimilé au Québec et que le Québec est devenu le responsable de la bilinguisation du pays, bilinguisation qui, elle, a été définie comme une exploitation des anglophones. COR souhaite maintenant une confédération des régions qui assurerait une meilleure distribution des ressources dans tout le pays, c'est-à-dire qui empêcherait, selon les coristes, que le Québec et tous les francophones du pays ne se taillent la meilleure part du gâteau. Cette réforme serait accompagnée, d'une part, de l'abolition du poste de premier ministre (qui peut venir du Québec, ou qui peut être francophone), poste grâce auquel, toujours selon les coristes, un équilibre malsain est maintenu entre les cultures, et, d'autre part, d'un référendum national sur le bilinguisme.

La doctrine coriste s'arrête là. Son étroitesse d'esprit l'empêche de voir au-delà du proche horizon de son racisme. Si elle s'exprime sur un thème qui n'est pas immédiatement relié à son souci d'éloigner les francophones, elle emprunte les thèses de l'extrême droite. Les partisans de COR, notamment, sont contre le désarmement nucléaire, sont pour les tests nucléaires en sol canadien... Le racisme, ici, comme toujours dans l'histoire, s'élabore à l'extrême droite, dans les esprits les plus petits, les plus vulnérables et se construit à la mesure de ces esprits. L'extrême droite, on le sait, c'est la philosophie des petites gens, d'en bas comme d'en haut, de celles qui aiment obéir à ce qui vient d'en haut parce que cela simplifie la vie, dispense de creuser les réflexions, de celles qui aiment à se faire obéir en bas parce que cela garantit des intérêts ou procure un sentiment de puissance, parce que le fait d'être obéi confère la vérité au message.

Mais les idéologies simplistes ne peuvent pas s'édifier sur une analyse critique des événements. Elles n'ont besoin que des parcelles de confirmation empirique auxquelles peut être suspendu tout le discours, y compris les mensonges persuasifs.

Ainsi, l'antifrancophone ne présente que des demi-vérités.

Il parle des anglophones du Québec qui n'ont pas le droit d'afficher en anglais, mais il occulte le fait que les anglophones du Québec constituent l'une des minorités les mieux pourvues au monde, possédant en propre, notamment, un système scolaire complet qui va de la prématernelle à l'université; il passe aussi sous silence le fait que cette minorité soit une des mieux desservies par le gouvernement Canadien.

Il évoque une conspiration pour franciser le Canada, pour éliminer les anglophones alors que le francophone lui-même ne se retrouve pas dans ce projet, alors que l'omnipotence de l'anglais interdit de songer qu'un tel projet, fût-il concevable, parvienne jamais à réalisation.

Il refuse de ne voir dans le bilinguisme que le bilinguisme. Chaque fois qu'il aperçoit le mot, il le substitue à celui de francisation. De cette manière, le projet de bilinguisation du Canada lui apparaît comme une volonté d'extermination des anglophones. La bilinguisation lui apparaît comme un moyen de réserver tous les emplois aux francophones, entendu par là que l'anglophone ne s'abaissera jamais à apprendre une autre langue, surtout pas la langue française. Quand il est confronté au fait que des anglophones manifestent de l'intérêt pour la langue française et pour le bilinguisme, il retourne sur sa position, paradoxalement, et tente de convaincre ces êtres d'une étonnante espèce francophile que leur geste est inutile puisque de toute façon les postes sont réservés aux francophones. Pour lui, sans intervention des anglophones, tout le pays finira par être dominé par les francophones. Mais son refus de l'unilinguisation du Canada par le francophone ne s'exprime pas dans un projet sublime de justice. Ses plans sont à l'image de la déformation de la réalité qu'il exécute, à la dimension de sa philosophie, à la mesure de sa logique: l'unilinguisation est inacceptable, il faudra donc rendre le Canada unilingue anglophone. Loin de son esprit la possibilité, par exemple, de multiplier l'environnement culturel du Canada.

Il qualifie la bilinguisation de discriminatoire. Elle n'est pas un moyen de remédier à la discrimination dont ont toujours été victimes les francophones. Elle est, tout simplement, dans un refus absolu de parcourir l'histoire des relations entre les anglophones et les francophones canadiens, un racisme à l'égard des anglophones. Le doctrinaire, ici, comme toujours, se protège, s'immunise contre la critique en taxant de raciste celui à l'égard duquel il pratique son propre racisme.

Il imagine que le drapeau québécois vole au-dessus du Collège Cambrian.

Il met en lumière les cas où un anglophone n'a pas pu obtenir un poste parce qu'il n'était pas bilingue, mais il camoufle le fait que l'immense majorité des emplois appartiennent en propre aux anglophones.

A la portée de ces doctrines simplistes, de ces logiques serrées, tissées de demi-vérités, de mensonges, d'illusions et de contradictions, mais faites aussi d'intérêts visibles, il y a la violence. Il y a, en effet, dans ce discours et dans la situation dont il émane tous les éléments d'une doctrine acharnée. COR n'a pas fait élire de députés; COR n'a pas eu d'impact important sur la composition de la chambre des communes; mais le mouvement antifrancophone ne doit pas être pris à la légère. Le silence que les francophones ont voulu respecter à l'égard de ce mouvement n'a pas empêché des milliers d'Ontariens de voter pour COR, des dizaines de municipalités de se déclarer unilingues. Le mouvement antifrancophone possède tous les atouts des importantes folies collectives et il doit être pris au sérieux, autant que la folie. La doctrine antifrancophone est dangereuse parce qu'elle a la puissance de l'illusion, la rage de la folie et parce que cette folie, comme toutes les folies, n'est pas dénuée de raisons. Le discours coriste possède les éléments qui consacrent le sentiment de posséder

la vérité absolue, et le détenteur de la vérité absolue n'a d'autre option que d'imposer sa parole, de ne pas entendre celle des autres. Il faudrait pour que cette folie s'estompe que les francophones renoncent à ce qu'ils ont acquis, renoncent à devenir des citoyens égaux, renoncent à leur francité. Puisque le francophone a tout à perdre en se reniant lui-même, il est peu probable que les antifrancophones ne deviennent pas plus musclés.

Simon Laflamme